

u Se connecter F 1M T 1,5M g 88K

z Rechercher Newsletter

Saisissez votre email OK

■ Politique

EUROPE Le 29 mai 2005, 54.67% des Français rejetaient le référendum...

10 ans après, quels enseignements tirer du «Non» au référendum européen?



Illustration du drapeau européen, de l'Union européenne. - Markus Schreiber/AP/SIPA

Thibaut Le Gal

D Publié le 28.05.2015 à 23:26

Mis à jour le 28.05.2015 à 23:26

t Mots-clés

[union européenne](#),
[référendum](#)

Le 29 mai 2005, les Français rejetaient largement par référendum le projet de traité constitutionnel européen. [Avec 54.67 % des votes](#), le « non » entraînait l'Union européenne dans une crise majeure. [En 2007, Nicolas Sarkozy faisait ratifier le traité de Lisbonne](#), peu ou prou identique, par voie parlementaire. *20 Minutes* dresse un état des lieux, dix ans plus tard, des conséquences de ce vote.

Un point de fracture entre élite et peuple

Pour la première fois peut-être, le référendum de 2005 mettait en lumière un point de fracture net entre « les élites » et « le peuple ». Les classes sociales supérieures et retraités votaient largement en faveur du « oui », à l'inverse des classes populaires, majoritairement opposées au texte. [\(62 % des cadres supérieurs et des professions libérales votèrent « oui » contre seulement 26 % des ouvriers et 38 % des employés\)](#).

« Beaucoup d'éditorialistes, de responsables politiques, disaient sur les plateaux "les textes sont trop compliqués, il faut nous écouter". Les gens modestes ont eu l'impression d'être exclus du débat. Mais ils ont cherché à comprendre, et plus ils comprenaient, plus ils voulaient s'y opposer», se souvient la communiste Marie-Georges Buffet.

Le vote symbolisait aussi le basculement des classes moyennes. 62 % s'opposaient au traité contre 53 % en 1992 pour celui de Maastricht. « 2005 est le moment où se matérialise le déplacement électoral vers le vote de protestation des classes moyennes, inquiètes de la crise économique qui s'installe et du risque de déclassement social qui en découle », [précise au Monde Jérôme Fourquet](#), directeur du département Opinion publique à l'Ifop. « Un basculement qui s'est confirmé peu ou prou de scrutin en scrutin depuis dix ans ».

L'éclatement politique du «non»

Aucun camp politique n'a su faire fructifier politiquement la victoire, déjà éclectique, du «non». Au PS, ses rares partisans sont finalement rentrés dans le rang. [Laurent Fabius](#), [Bernard Cazeneuve](#), [Arnaud Montebourg](#) et [Christiane Taubira](#), étaient présents dans le gouvernement Ayrault en 2012. Plus à gauche, l'union espérée des forces radicales pour la présidentielle a finalement volé en éclats.

« Au lendemain de la victoire, on a essayé de continuer à travailler ensemble [pour la candidature de 2007 avec le collectif des antilibéraux](#). Mais la démarche s'est fracassée sur la logique présidentielle », reconnaît Marie-Georges Buffet. L'ancienne secrétaire du PCF se présentera finalement, tout comme José Bové et Olivier Besancenot. « Chacun voulait avoir son candidat, son moment politique, placer ses idées, et on a eu du mal à rebondir, jusqu'au Front de Gauche», ajoute l'ancienne ministre de la Jeunesse et des Sports.

Et c'est peut-être le [Front National qui a su capter le mieux le refus européen](#), arrivant même en tête des élections européennes en mai 2014 avec 25 % des voix.

La montée d'un rejet européen

Le vote de 2005 a été un choc pour les partisans de l'Union Européenne. Une

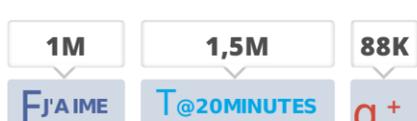
décennie plus tard le soutien à l'UE a baissé de plus de 15 points, passant de 67 % à 51 %, selon un sondage de l'Institut CSA en mai 2014. « Le référendum a marqué une coupure. Les gens ont voté, et il y a eu un refus face à la décision du peuple. Un découragement s'est installé », explique Marie-Georges Buffet.

« Le vote de 2005 a cassé la dynamique de la construction européenne », reconnaît Fabien Chevalier, de [Sauvons l'Europe](#). Pour ce partisan du oui, « l'Europe ne montre plus son utilité au quotidien. C'est une histoire d'amour déçu. Les Européens se font concurrence entre eux. On le voit avec le dumping fiscal irlandais, ou les décisions anglaises pour refuser toute avancée dans le domaine social. L'Europe tient le rôle du méchant flic, qui fait respecter les règles adoptées par les Etats. Il ne faut pas s'étonner que les gens ne s'y intéressent plus ».

PARTAGEZ CET ARTICLE



SUIVEZ 20MINUTES



NOUS RECOMMANDONS

- [Paris propose à Moscou une proposition de rupture du contrat de vente des Mistral](#)
- [Vote au PS: Cambadélis quasi assuré d'être élu](#)
- [Corruption : L'Afrique du Sud dément \(Les Echos\)](#)
- [PSG : Ibrahimovic absent pour des raisons personnelles \(Les Echos\)](#)
- [5 pièges à éviter pour son assurance obsèques \(LeComparateurAssurance\)](#)
- [Ce qu'il faut savoir avant de choisir une mutuelle santé senior \(AssurProx\)](#)
- [Le classement des mutuelles et assurances santé en 2015 \(LeComparateurAssurance\)](#)

Recommandé par 

Fermer

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour vous proposer des contenus et services adaptés à vos centres d'intérêts.

[En savoir plus](#)

Fermer